



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ N° 40435-2  
portant prescriptions complémentaires  
modifiant le récépissé de bénéfice de l'antériorité du 16 mars 2012  
autorisant la société SAS EGM WIND à exploiter une installation de production  
d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes  
de La Noë-Blanche et Grand-Fougeray**

**Le préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de permis de construire délivré par la préfecture d'Ille-et-Vilaine le 2 décembre 2005 ;

**Vu** récépissé de bénéfice de l'antériorité en date du 16 mars 2012 autorisant la société SAS EGM WIND à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de La Noë-Blanche et Grand-Fougeray ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 11 avril 2022, par la société SAS EGM WIND (Parc éolien de la Nourais), portant sur un projet de modification du parc éolien consistant à déplacer les éoliennes, modifier leur gabarit dans la perspective d'augmenter sa puissance totale de 10 MW à 21 MW ;

**Vu** les pièces des dossiers jointes aux demandes visées ci-dessus ;

**Vu** les avis exprimés par la Direction Générale de l'Aviation Civile (10 mars 2022), Météo France (21 décembre 2021), et la Direction de la Circulation Aérienne Militaire (22 février 2023) ;

**Vu** le rapport du 24 février 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le courrier électronique en date du 7 mars 2023 par lequel la société SAS EGM WIND a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**Vu** les observations présentées par la société SAS EGM WIND en date du 21 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que le déplacement d'éoliennes en zone agricole constitue une modification notable ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la hauteur des éoliennes de 50 % constitue une modification notable ;

**CONSIDÉRANT** que la diminution du ratio hauteur/diamètre du rotor constitue une modification notable ;

**CONSIDÉRANT** que les niveaux de bruit du parc modifié ne sont pas supérieurs aux niveaux de bruit présentés par le parc actuellement en fonctionnement sur la base d'une mesure en fonctionnement couplée à une modélisation ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien n'est pas situé en zone Natura 2000 et que le parc a fait l'objet d'un suivi environnemental en 2021 conforme au protocole validé par le ministère en charge des installations classées dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du dossier de modification. Ce suivi démontrant un impact sur la biodiversité, un bridage a été mis en place en 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance, mentionné ci-dessus, apporte les éléments d'appréciation visant à démontrer que ces modifications notables ne sont pas substantielles au sens des articles L. 181-14 et R. 181-46 I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications, telles qu'exposées aux dossiers de porter à connaissance, ne peuvent pas être regardées comme substantielles, au sens des articles L. 181-14 et R. 181-46 I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, notamment pour permettre la préservation des enjeux environnementaux locaux et encadrer les modifications notables apportées par le projet ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en œuvre de mesures spécifiques d'accompagnement pendant la phase de travaux, figurant aux dossiers, permet de prévenir les risques que représentent les travaux d'aménagement sur les habitats de certaines espèces d'avifaune et sur le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de préciser ces mesures par des prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'un plan de gestion acoustique spécifique, défini au dossier, permet de respecter les émergences sonores réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que la réalisation d'une campagne de mesure de bruit durant la première année de mise en service permettra de vérifier la conformité des éoliennes avec la réglementation acoustique et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour prévenir et réduire les nuisances sonores ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'acter de ces mesures et engagements au moyen de prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de projection d'ombres portées réalisée dans le cadre du projet atteste de l'absence d'augmentation substantielle du phénomène d'ombres portées ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de l'exploitant de mettre en œuvre des mesures de réduction, après expertise, en cas de gênes avérées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'acter de cet engagement au moyen de prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'un plan de bridage spécifique, défini au dossier, permet de réduire le risque de collision en vue de la protection de l'avifaune et des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en place d'un protocole de suivi de mortalité et d'activité de l'avifaune et des chiroptères conformément aux recommandations du protocole national en vigueur permettra de vérifier l'absence d'impact sur ces espèces et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires à prévenir et réduire les nuisances ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'acter de ces mesures et engagements au moyen de prescriptions complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mettre en place un dispositif d'alerte et d'écoute afin de gérer efficacement et rapidement toute nuisance potentielle exprimée par les riverains ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de matérialiser l'emplacement des éoliennes par un géomètre avant la réalisation des travaux ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

**ARRÊTE :**

**TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1.1 : Domaine d'application**

Les dispositions du présent arrêté tiennent lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1-2° du code de l'environnement. Le présent arrêté porte autorisation pour la construction et l'exploitation du parc modifié.

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du récépissé actant de l'antériorité du 16 mars 2012.

**Article 1.2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

La société SAS EGM WIND, filiale de la société EDF Renouvelable France, dont le siège social est situé Cœur Défense Tour B – 100, Esplanade du Général de Gaulle 92932 Paris La Défense Cedex, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

**Article 1.3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale**

Les installations modifiées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
<b>2980-1</b>	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	– 5 éoliennes • Hauteur max totale : 177 m • Diamètre rotor max : 136 m • Garde au sol min : 37 m • Hauteur du mat max : 109 m max • Puissance unitaire max : 4,2 MW • Puissance totale max. : 21 MW	<b>Autorisation</b>

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées WGS 84 ou Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et n°)
	X	Y			
Aérogénérateur n°1	344198.8700	6752165.5600	GRAND FOUGERAY	La lande de belle née	ZX11
Aérogénérateur n°2	344791.3200	6752572.0200	NOE BLANCHE	La lande la Raudais	ZP94
Aérogénérateur n°3	343659.0100	6752715.2100	NOE BLANCHE	Le perron blanc	ZS52
Aérogénérateur n°4	344307.4800	6752716.3600	NOE BLANCHE	Les Guivois	ZP174
Aérogénérateur n°5	344504.2200	6751814.7000	GRAND FOUGERAY	Domaine de belle née	ZX60
Poste de livraison	343687.5176	6752649.7578	NOE BLANCHE	Le perron blanc	ZS51

## **Article 1.4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé le 13 avril 2022 par la société SAS EGM WIND, portant sur un projet de modification du parc éolien autorisé. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Le bénéficiaire de l'autorisation réalisera, ou fera réaliser sous sa responsabilité par un tiers, un audit de conformité de son installation aux exigences du présent arrêté, aux plans et données techniques contenus dans les dossiers joints aux demandes, avant la fin de la première année de mise en service. Ce rapport d'audit sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

## **Article 1.5 : Déclaration de démarrage des travaux**

### 1.5.1. Direction générale de l'aviation civile

Au plus tard un mois avant le début des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation devra transmettre au SNIA - pôle de Nantes (Département SNIA Ouest - Pôle de Nantes - Zone Aéroportuaire - CS 14321 - 44343 BOUGUENAI Cedex ou par courriel [snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr)), au moyen du formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien, les informations nécessaires à la mise à jour de la documentation aéronautique.

### 1.5.2. Direction de la circulation aérienne militaire

Le bénéficiaire de l'autorisation devra faire connaître à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord ainsi qu'à la direction de la sécurité de l'aviation civile ouest située à Brest (29) :

- les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en WGS 84 DMS, l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que la hauteur hors tout (pales comprises).

### 1.5.3. Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne

Six mois avant le début des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation devra transmettre à l'unité départementale d'Ille et Vilaine :

- le planning des travaux et de mise en œuvre des mesures compensatoires prévues par le porter à connaissance (ce document devra être actualisé à chaque fois que nécessaire) ;
- le plan de chantier, prévu à l'article II-2 du présent arrêté, destiné à retraduire les enjeux nécessaires à la mise en place d'un chantier respectueux de l'environnement. Ce document devra permettre de visualiser les mesures de réduction en phase chantier définies à l'arrêté d'autorisation et/ou dans les études préalables ;
- l'altitude au pied et au sommet de chaque aérogénérateur ainsi que la position géographique exacte

### Première mise en service des installations

#### **Date prévisionnelle de mise en service**

L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées la date prévisionnelle de la première mise en service des installations objet de cet arrêté au moins un mois à l'avance.

#### **Récolement des prescriptions**

Dans le mois qui suit la mise en service des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise.

#### **Transmission du récolement et plan d'actions**

Le compte-rendu du récolement est transmis à l'Inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations.

Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité dont le délai de réalisation n'excède pas trois mois.

### **Article 1.6 : Archéologie**

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 531-14 à L. 531-16 du code du patrimoine, le pétitionnaire devra signaler toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux auprès du service régional de l'archéologie de la DRAC.

### **Article 1.7 : Balisage**

Le balisage sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

### **Article 1.8 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé**

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement par la société SAS EGM WIND s'élève donc à :

$$M = \Sigma(Cu)$$

Où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation
- Cu le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-36 du Code de l'Environnement.

Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par la formule suivante :

$$« Cu = 50\,000 + 25\,000 \times (P-2) »$$

Où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la préfecture.

#### **Réactualisation :**

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

$$M_n = M \times \left( \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}}{1 + \text{TVA}_0} \right)$$

Où :

- Mn : Montant exigible à l'année n
- M : Montant initial de la garantie financière de l'installation
- Index n : Indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie
- Index 0 : Indice TP01 en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, fixé à 102,1807, converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014
- TVA : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie
- TVA 0 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit 19,6 %, en France métropolitaine en 2021

### **Article 1.9 : Démantèlement et remise en état**

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à

usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;

- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut, éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet de la dérogation prévue ci-dessus, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Les aérogénérateurs mis en service après les dates suivantes doivent avoir au minimum :

- après le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1<sup>er</sup> janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1<sup>er</sup> janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

---

## **TITRE 2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L.181-1-2° DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

### **DISPOSITIONS APPLICABLES AU PARC ÉOLIEN MODIFIÉ**

---

#### **Article 2.1 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)**

##### **I.- Protection des chiroptères /avifaune**

L'exploitant respectera les engagements pris dans son dossier.

Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la mise en service de l'installation : l'éolienne E3 est arrêtée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- absence de pluie ;
- de début août à fin septembre ;
- durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil ;
- lorsque la température est supérieure ou égale à 9,5 °C ;
- lorsque le vent à hauteur de nacelle est inférieur ou égal à 5,5 m/s en août et 6,15 m/s en septembre.

Le plan de bridage pourra être revu en fonction des résultats des suivis (mesures correctives) au terme de la première année de fonctionnement.

Dès la mise en service du parc éolien puis annuellement sur les trois premières années du parc puis 10 ans après la mise en service puis tous les 10 ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental (pour les 5 éoliennes) permettant notamment d'estimer la fréquentation/activité des chiroptères et la mortalité de l'avifaune et des chiroptères dues à la présence des aérogénérateurs. Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est, a minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

##### **Suivi de mortalité (avifaune et chiroptères) :**

Le suivi sera réalisé la première année de mise en service du parc éolien sur la période de mi-mars à fin octobre à raison d'un comptage hebdomadaire (environ 33 semaines). Au terme de cette première année, en fonction des résultats obtenus au cours de celle-ci, la période de suivi pourra être adaptée après validation de l'inspection des installations classées.

##### **Suivi de populations de chiroptères :**

Des enregistrements passifs, à l'aide de détecteurs à ultrasons, seront réalisés en altitude au minimum sur une éolienne. Ils auront lieu durant les 3 premières années de mise en service du parc éolien puis 10 ans après la mise en service puis tous les 10 ans.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corréler l'activité en altitude au regard des cadavres découverts. Ils devront être réalisés sur la totalité du cycle biologique des chiroptères (de mi-mars à fin octobre).

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions devront être mises en place après information de l'inspection des installations classées.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande. Des mesures conservatoires devront être prises le temps de l'instruction de la dérogation. Des mesures conservatoires devront être prises le temps de l'instruction de la dérogation.

## **II.- Protection du paysage**

Les raccordements électriques sur l'ensemble du parc seront enterrés.

Dans l'année qui suit la construction du parc éolien, un paysagiste concepteur sera missionné pour évaluer les perceptions des éoliennes depuis les habitations situées dans les hameaux alentours. Les habitations ayant des perceptions du projet évaluées comme notables à modérées bénéficieront selon le paysagiste concepteur, en accord avec leurs propriétaires, de mesures à proposer par l'exploitant telles que des plantations d'écrans végétaux ou d'arbres de haut jet en limite de propriété.

## **III.- Mesures compensatoires liées aux enjeux environnementaux**

L'exploitant respectera les mesures compensatoires prévues dans son dossier (ombres portées/masques visuels, plantations haies/E2). Les mesures compensatoires liées aux phénomènes d'ombres portées ne seront mises en place qu'en cas de dépassement des seuils, après qu'une expertise spécifique destinée à quantifier l'effet d'ombre portée qui a eu lieu.

Une fois en fonctionnement, la SAS EGM WIND fera réaliser "*in situ*" une expertise spécifique par un expert indépendant, destinée à quantifier l'effet d'ombre portée ressenti sur les hameaux identifiés dans le porter à connaissance.

En cas de constat de dépassement des seuils (30 minutes par jour ou 30 heures par an), l'exploitant mettra en œuvre des mesures compensatoires telles que la mise en place de masques visuels ou un mode de fonctionnement adapté des éoliennes.

Concernant l'impact paysager une évaluation des perceptions des éoliennes depuis les habitations situées dans les hameaux alentours, par un paysagiste concepteur sera réalisée dans l'année qui suit la construction du parc éolien. Dans les habitations les plus impactées, l'exploitant proposera des mesures de réduction telles que des plantations d'écrans végétaux ou d'arbres de haut jet en limite de propriété, en accord avec leurs propriétaires.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article.

## **Article 2.2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

### **Organisation générale du chantier :**

La terre végétale sera mise de côté et remise sur site (ou éventuellement évacuée) après remise en état des chemins d'exploitation. Le plan de circulation des engins empruntera les pistes créées et existantes ainsi que les aires de stationnement prévues à cet usage.

Les matériaux utilisés pour le comblement seront inertes et sans danger pour les formations géologiques atteintes.

Les engins seront régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Leur maintenance sera effectuée en dehors du chantier ou sur une aire dédiée avec mise en rétention.

Les produits polluants seront stockés sur des bacs de rétention adaptés. Des kits anti-pollution seront mis à disposition et à proximité immédiate des zones de stockage, des zones de travaux et dans les engins de chantier.

### **Eau :**

Afin d'éviter tout ruissellement de polluant vers les eaux, dès le début du chantier, des mesures seront mises en place pour collecter les déversements accidentels d'huiles et d'hydrocarbures : entretien des abords pour les zones pouvant être érodées, installation de panneaux indiquant les zones sensibles évoluant selon le planning des travaux, construction de passages provisoires pour les engins de chantier, protection de la ressource en eau par l'utilisation de kit anti-pollution si nécessaire.

### **Avifaune et chiroptères :**

Les travaux de terrassement, plate-forme, tranchées de câblages sont réalisés entre le 1er août et le 15 mars (hors période de reproduction des oiseaux). En dehors de cette période, ces travaux pourront être réalisés sous réserve de transmission à l'inspection des installations classées, 15 jours avant, d'un rapport favorable d'un écologue. S'ils ont commencé avant le 15 mars, ces travaux pourront se poursuivre sans interruption.

## **Article 2.3 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation**

### **Acoustique :**

L'exploitant établit un plan de gestion acoustique permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé (notamment pour la période nocturne, soit de 22 h à 7 h). Ce plan de gestion acoustique est vérifié sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc, selon les modalités décrites dans l'article II-4 du présent arrêté.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).

En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique sera révisé.

### **Radiodiffusion – Télévision :**

Sans préjudice des dispositions du code de la construction et de l'habitation, en cas de dégradation de la réception de la radiodiffusion ou de la télévision liée au fonctionnement des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre des actions correctives de manière à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage, soit au cas par cas, soit de manière générale pour les secteurs concernés par ces interférences. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des installations mises en œuvre jusqu'au démantèlement des aérogénérateurs.

### **Servitudes aéronautiques :**

Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre interviendra sur le site permettant de valider l'altimétrie et l'emplacement des 5 aérogénérateurs.

### **Information et écoute des riverains :**

L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne avérée (acoustique, ombres portées...) exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de l'exploitant sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...).

## **Article 2.4 : Auto-surveillance**

En complément des mesures d'auto-surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

### **I.- Auto surveillance des niveaux sonores**

Afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées susvisé, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être réalisée, en période de jour et de nuit, dans un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits figurant sur le plan annexé.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

Le bilan de ce suivi sera produit sous la forme d'un rapport conclusif. Il précisera le mode de fonctionnement adopté et, si des dépassements des valeurs limites d'émergences étaient constatés, les mesures correctives à appliquer au plan de gestion acoustique défini en article II-3.

Ce rapport sera transmis au format informatique au service des installations classées au plus tard trois mois après sa validation par l'exploitant.



## **II.- Suivis environnementaux**

Le bilan des suivis d'activité et de mortalité de l'avifaune et des chiroptères sera produit sous la forme d'un rapport conclusif de l'impact des éoliennes sur ces populations.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Ces propositions d'actions supplémentaires à mettre en œuvre seront précisées dans le rapport conclusif.

Ce rapport sera transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées au plus tard trois mois après sa validation par l'exploitant.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

### **Article 2.5 : Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article II-4, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou présentent des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. Il doit mettre en place des mesures compensatoires (modification du plan de gestion acoustique, bridages, coupures temporaires...) qui feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures engagées dans un délai de deux mois. Il réalise un nouveau contrôle dans les mêmes délais si la situation persiste.

Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

En cas de plaintes relatives aux nuisances sonores, de nouvelles mesures prévues à l'article II-4 devront être réalisées et le plan de gestion acoustique devra être révisé si des dépassements de valeurs limites d'urgence réglementées sont constatées. Après mise en place du nouveau plan de gestion acoustique une nouvelle mesure de la situation acoustique devra permettre de vérifier le respect des émergences. En cas de gêne importante constatée alors que les valeurs limites d'urgence réglementées sont respectées, l'exploitant veillera à travers le point de contact à mettre en place des mesures supplémentaires (masquage, bridage de confort...) afin de réduire cette gêne autant que possible.

### **Article 2.6 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les dossiers de demandes de modification ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant toute la période d'exploitation.

### **Article 2.7 : Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : agricole.

## TITRE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

### **Article 3.1 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, la Cour d'Appel Administrative de Nantes :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2. susvisés.

La Cour d'Appel Administrative de Nantes peut être saisie en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

### **Article 3.2 : Publicité**

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de La Noë-Blanche et Grand-Fougeray et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture d'Ille et Vilaine ;
- une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : La Noë-Blanche et Grand-Fougeray.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 3.3 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de la Noë-Blanche et Grand-Fougeray, ainsi qu'à la société EGM WIND.

Fait à Rennes, le **26 JUIN 2023**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Paul-Marie CLAUDON

### Emplacement des éoliennes projetées et des points de mesures



